



ASIAN DEVELOPMENT BANK



**ORGANISATION FOR ECONOMIC
CO-OPERATION AND DEVELOPMENT**

CONCLUSIONS DE L'ATELIER CONJOINT BAD/OCDE SUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DANS LES ÉCONOMIES D'ASIE ET DU PACIFIQUE

Conclusions et Recommandations

Soucieuses de contrer l'influence néfaste de la corruption, la Banque asiatique de développement (BAD) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont organisé un atelier consacré à "LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DANS LES ÉCONOMIES D'ASIE ET DU PACIFIQUE" à Manille aux Philippines, du 29 septembre au 1er octobre 1999. Plus de 160 hauts fonctionnaires et représentants de premier plan du secteur des entreprises et de la société civile venus de plus de 30 pays membres de la BAD et de l'OCDE ont procédé à un échange de vues et d'expériences sur leurs efforts de lutte contre la corruption sur les plans national et international. Parmi les partenaires associés à cet atelier, on retiendra la Fondation Konrad-Adenauer, le Conseil économique du Bassin du Pacifique, Transparency International, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Agency for International Development des Etats-Unis et l'Institut de la Banque mondiale.

L'atelier a témoigné d'un profond consensus en faveur de la lutte contre la corruption. La Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, qui est entrée en vigueur le 15 février 1999 vise à limiter l'ampleur des paiements illicites dans les transactions commerciales internationales en attribuant la qualification pénale à la corruption d'agents publics étrangers, en améliorant les pratiques de comptabilité et d'audit, en renforçant la transparence des procédures de passation des marchés publics et en refusant la déductibilité fiscale des pots-de-vin. De plus, l'OCDE a adopté la Recommandation sur l'amélioration du comportement éthique dans le service public en avril 1998.

En juillet 1998, le Conseil de la BAD a adopté à l'unanimité une vigoureuse politique anti-corruption afin de contribuer à un développement viable et équitable. Son objectif est de combattre la corruption dans le cadre de ses activités générales sur la libéralisation des marchés et la réforme du secteur public en apportant expressément son appui à certaines initiatives de lutte contre la corruption et en faisant en sorte que la plus grande intégrité possible caractérise son propre personnel et ses projets.

L'objectif de l'atelier était de faire prendre davantage conscience de la gravité du problème posé par la corruption et de déterminer les stratégies anti-corruption les plus performantes. Les participants à l'atelier ont :

- **noté** les effets pernicieux de la corruption : la corruption mine la confiance dans les systèmes et institutions politiques et elle remet en cause les réformes du secteur public ; elle fait peser un coût disproportionné sur les pauvres qui peuvent être ainsi privés de services publics essentiels ; elle fausse la répartition des ressources et fait obstacle à la concurrence sur les marchés. Les observations sur le terrain montrent que la corruption produit des effets dévastateurs sur l'investissement, la croissance et le développement.
- **admis** la nécessité de combattre toutes les formes de corruption à tous les niveaux et salué les progrès accomplis par certains pays dans l'élaboration de plans efficaces de lutte contre la corruption.
- **admis** la nécessité de traiter les problèmes de la corruption, de la criminalité organisée et du blanchiment de capitaux dans leur dimension internationale.
- **défini** des mesures prioritaires de lutte contre la corruption, notamment :
 - renforcer les institutions de l'Etat en améliorant l'application et le suivi de la réglementation ;
 - assurer le respect des principes de transparence et de responsabilité ;
 - permettre le travail d'instances indépendantes en matière d'enquêtes et de poursuites judiciaires ;
 - constituer des partenariats et des réseaux public/privé pour assurer le suivi des initiatives de lutte contre la corruption et soutenir les efforts de réforme ;
 - définir des stratégies participatives et volontaristes visant à renforcer les efforts de lutte contre la corruption de toutes les parties concernées ;
 - permettre à la société civile et aux médias de galvaniser l'action collective, de susciter l'engagement politique et d'instaurer un modèle d'honnêteté dans les transactions commerciales ;
 - améliorer le niveau de l'éducation et des connaissances de base et sensibiliser la société aux coûts de la corruption.
- admis que les plans de lutte contre la corruption devaient s'appuyer sur une volonté politique et que la formation de coalitions public/privé est essentielle à l'élaboration et à la mise en œuvre durable des mesures de réforme.
- noté la nécessité de modifier le climat des affaires parce que la corruption interfère avec la concurrence sur les prix, sur la qualité et les services et mine l'intégrité des dirigeants et de leurs salariés.
- souligné l'importance de la promotion de normes éthiques dans les affaires commerciales et de bonne gouvernance des sociétés.
- admis l'utilité des instruments internationaux en vue d'encourager et de renforcer les plans de lutte contre la corruption aux niveaux national et régional et de donner des références quant aux pratiques exemplaires dans ce domaine.
- encouragé les organisations donatrices à développer des synergies dans la conception et l'application de leurs programmes en s'appuyant sur des partenariats durables.

Stratégies de mise en œuvre : Secteur public

Les participants sont parvenus à un consensus sur la nécessité de :

- définir des stratégies nationales d'ensemble pour combattre la corruption ;
- renforcer les mécanismes d'application de la loi, notamment le rôle des instances judiciaires, et prévoir des plans de protection des témoins ;
- renforcer la transparence par la mise en place de procédures concurrentielles d'attribution des marchés publics et encourager l'adoption de règles internationales dans ce domaine ;
- améliorer les conditions de l'investissement international par une simplification des procédures officielles ;
- améliorer la transparence et la responsabilité dans la préparation et l'exécution des budgets ainsi que dans le contrôle des dépenses ;
- élaborer des codes de déontologie dans l'administration publique en les assortissant de lourdes sanctions en cas de manquements ;
- renforcer les procédures de fonctionnement de la fonction publique afin d'en accroître l'efficacité et de le fonder sur le mérite, notamment en matière de recrutement, de promotion et de rémunération ;
- adopter des lois sur la "Liberté de l'information" et donner accès à l'information publique ;
- renforcer le contrôle parlementaire, les audits indépendants et les organismes d'enquête en les dotant de ressources humaines et financières suffisantes.

Stratégies de mise en œuvre : Secteur privé

Les participants ont souligné la nécessité de :

- mettre en place des partenariats public/privé pour élaborer des stratégies, des objectifs et des procédés de lutte contre la corruption ;
- promouvoir une bonne gouvernance des entreprises sur la base de normes et de principes internationaux ;
- mobiliser fortement les hauts dirigeants des sociétés pour la mise en œuvre de stratégies anti-corruption ;
- élaborer et mettre en œuvre des codes de déontologie et assurer leur efficacité par des mécanismes de contrôle interne, la formation du personnel et des mesures de sanction ;
- définir des règles et normes de comptabilité et d'audit afin d'assurer la transparence des transactions commerciales ;
- former des coalitions en faveur de l'intégrité commerciale, notamment par la création de centres d'intégrité commerciale.

Stratégies de mise en œuvre : Médias et Société civile

Les participants ont admis l'urgence de :

- mobiliser la société civile (médias, ONG, entreprises, organisations syndicales et associations professionnelles) afin de veiller au respect des principes de bonne gouvernance ;
- créer un réseau anti-corruption d'ONG pour échanger des informations sur les initiatives régionales ou nationales de lutte contre la corruption ;
- mener des enquêtes auprès des entreprises, des consommateurs et de l'opinion afin d'assurer un retour d'information sur la prestation de services publics et pour favoriser la concurrence ;
- mettre en place des programmes de formation initiale visant à promouvoir une culture de lutte contre la corruption au sein de la société ;
- permettre aux médias d'exercer effectivement une vigilance publique ;
- améliorer les normes déontologiques et professionnelles des journalistes et favoriser la formation au journalisme d'investigation.

Suivi

Les participants ont lancé un appel aux organisateurs de la conférence, aux institutions partenaires et aux autres donateurs et/ou parties concernées afin qu'ils envisagent des moyens pour mettre en œuvre un programme régional de lutte contre la corruption, avec notamment la possibilité d'organiser un forum régulier sur les initiatives de lutte contre la corruption dans les pays d'Asie et du Pacifique. Ce forum pourrait :

- permettre des échanges d'informations et d'expérience sur les programmes nationaux, régionaux et internationaux afin de mesurer les progrès accomplis et d'encourager de nouvelles initiatives ;
- analyser les problèmes liés aux activités de lutte contre la corruption et formuler des recommandations ;
- assurer le suivi des progrès accomplis dans l'application de ces recommandations.

Les participants ont lancé un appel pour qu'une autre réunion se tienne d'ici un an afin de vérifier les progrès accomplis sur la base de rapports par pays. Les participants ont également lancé un appel aux organisateurs de la conférence, aux institutions partenaires et aux autres donateurs et/ou parties concernées afin qu'ils établissent activement des contacts bilatéraux, des stratégies et programmes d'entraide visant à promouvoir l'intégrité et combattre la corruption. Ces recommandations et les actes de l'atelier seront largement diffusés auprès de toutes les parties concernées par la lutte contre la corruption.